

Intervention

Entrevue avec Irdèle Lubin, Ph.D., Travailleuse sociale, Professeure à l'Université d'État d'Haïti

Numéro 160, 2024

Mosaïque

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1115961ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1115961ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du
Québec (OTSTCFQ)

ISSN

2564-2375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(2024). Entrevue avec Irdèle Lubin, Ph.D., Travailleuse sociale, Professeure à
l'Université d'État d'Haïti. *Intervention*, (160), 91–99.
<https://doi.org/10.7202/1115961ar>

©, 2024



Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des
services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique
d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de
l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à
Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Entrevue avec Irdèle Lubin, Ph.D., Travailleuse sociale, Professeure à l'Université d'État d'Haïti

Madame Lubin, vous êtes travailleuse sociale et professeure à la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti (UEH). Pouvez-vous nous faire part de votre trajectoire professionnelle et nous présenter l'organisme Oreille attentive ainsi que le noyau de réflexion sur le travail social en Haïti?

Je vous remercie de cette tribune. Je m'appelle Irdèle Lubin, j'ai fait mon baccalauréat en travail social à la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti. J'ai fait une maîtrise en technologie éducative à l'Institut latino-américain de communication éducative au Mexique, où j'en ai profité pour faire un diplôme post-licence en attention sociale à la famille à l'École de travail social de l'Université nationale autonome du Mexique. Je détiens également un doctorat en travail social de l'École de travail social de l'Université Laval, à Québec. Je travaille actuellement sur les thématiques « économie sociale et solidaire » et l'intervention psychosociale.

Mes premiers travaux de recherche et d'intervention (depuis 1990) ont porté sur les enfants et jeunes de rue. En 2007, après ma thèse de doctorat, grâce à un financement de Jeunesse du monde - Canada, j'ai mis en place, dans le cadre du groupe Recherche action formation (RAF), un programme de cirque social pour aborder la question de l'insertion sociale par le cirque chez les jeunes de rue. Grâce à un soutien financier continu (sur trois ans, de 2010 à 2013) du Cirque du Soleil, nous avons poursuivi les activités de cirque social auprès des jeunes en difficulté. Nous avons, durant trois étés consécutifs, mis en place un camp d'été intitulé « Apprenons à nos enfants à vivre ensemble ». Des enfants et des jeunes de diverses couches sociales ont enrichi cette expérience par leur participation. Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui a fait plus de trois cent mille morts en Haïti, nous avons systématisé notre approche. Nous avons partagé notre « démarche d'intervention par le cirque » en Haïti, en Suisse, au Québec et en Argentine (grâce à deux invitations du Cirque du Soleil) avec des intervenants travaillant auprès de jeunes en difficulté. Cette systématisation a conduit à « la démarche d'accompagnement psychosocial par le cirque ». De cette expérience est né le groupe Cirque d'Haïti. Aujourd'hui, ce groupe réunit des jeunes de partout. Certains de ces jeunes vivent aujourd'hui au Québec ou au Canada; d'autres ont fui le pays, comme bien d'autres personnes, vers la République dominicaine ou d'autres pays de l'Amérique Latine. Ceux qui restent dans le pays arrivent à trouver leur place parmi les artistes.

À partir de cette longue expérience, nous avons lancé une série de discussions sur l'accompagnement psychosocial en Haïti. De là a émergé l'idée d'Oreille Attentive (OA), un programme du groupe Recherche action formation. Il réunit des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux. Ce programme, qui a vu le jour en 2018, fait de l'accompagnement psychosocial son cheval de bataille. Il compte 4 volets : 1. une clinique psychosociale; 2. la mise en place et l'animation d'ateliers psychosociaux; 3. les cahiers de OA et 4. l'offre de formation. La clinique accueille des personnes, familles et couples qui vivent des difficultés personnelles ou relationnelles. Depuis le pays *lòk*¹ en

1. Le pays *lòk* fut un grand mouvement mis en place par l'opposition politique pour bloquer toutes les activités au pays afin d'arriver à faire partir le président Jovenel Moïse dont la gouvernance était vivement contestée.

2018, OA anime une série d'ateliers d'accompagnement psychosocial avec divers groupes de famille. Grace à ces ateliers, OA a mis en place le club des 50 ans et plus. Avec la violence qui sévit au pays ces dernières années, OA, avec l'appui de plusieurs organisations des droits humains (PAPDA, POHDH, ICKL), anime des ateliers auprès d'associations de paysans (après le tremblement de terre d'août 2021 dans le sud du pays), des personnes déplacées réfugiées dans des camps.

Le noyau de réflexion sur le travail social (NRTS) réunit un groupe de personnes travailleuses sociales et professeures au département de service social de la Faculté des sciences humaines. Ce noyau a vu le jour le jeudi 28 janvier 2016. En effet, sur mon invitation, ce groupe de collègues a pris rendez-vous pour parler de travail social en Haïti. Nous nous sommes réunis plusieurs fois. Aujourd'hui, le noyau regroupe dix membres, dont quatre hommes et six femmes. Depuis l'automne 2023, le NRTS, de concert avec OA, dans le cadre de la collaboration avec l'Université de Montréal, anime une série de discussions sous forme de webinaires titrés : « À la rencontre des forces vives du travail social en Haïti ». Quatre membres du NRTS, dont trois sont aussi membres de OA, profitent d'une bourse en formation sur *Open Dialogue*. Depuis l'automne 2023, OA et le NRTS sont très actifs avec l'École de travail social de l'Université de Montréal à travers ERASME² et PRAXI³.

Depuis de nombreuses années, il existe une étroite collaboration entre l'Université d'État d'Haïti et les universités du Québec. Pouvez-vous nous en dire plus?

La collaboration entre l'Université d'État d'Haïti et les universités du Québec a commencé avec l'UQAM. Elle remonte à très loin. Depuis, elle a tissé un lien très fort entre les deux pays. C'est cette collaboration qui se poursuit aujourd'hui encore. En témoignent depuis le début du millénaire plusieurs activités réalisées ensemble : deux activités d'université d'été sur l'économie sociale et solidaire à Montréal et à Port-au-Prince, plusieurs publications, dont celles avec LAREPS, CRISE, l'Alliance de recherche Innovation sociale et développement des communautés, les activités intensives avec le Groupe d'économie sociale du Québec (GESQ), de 2015 à 2018, qui ont donné lieu à plusieurs publications, dont la toute dernière a paru aux Presses de l'Université du Québec sous la direction du professeur émérite Yves Vaillancourt de l'UQAM et du professeur Christian Jetté, professeur agrégé à l'Université de Montréal⁴. En témoignent aussi nombre de professionnels, d'intervenant-es, de professeurs haïtiens et d'origine haïtienne au Québec qui ont fait un long cheminement grâce à cette collaboration. Que le nom du professeur émérite de l'UQAM Yves Vaillancourt soit retenu comme celui qui a toujours, depuis le début, appuyé cette collaboration par ses diverses contributions et à plusieurs niveaux. Merci à l'UQAM et à tous les professeurs du réseau de l'Université du Québec qui ont contribué à cette collaboration que nous poursuivons aujourd'hui. Merci aux collègues de l'Université de Montréal qui nous ont rejoints depuis plusieurs années. Merci à l'OTSTCFQ pour leur accueil chaleureux en 2018 sur une invitation des collègues de l'UdeM.

Pouvez-vous nous présenter l'histoire de la formation en travail social en Haïti et les défis rencontrés?

La formation (formelle) en travail social remonte à 1958, date de création de l'École de service social. Bien avant, certains cours pouvaient facilement faire partie d'un curriculum de formation en « Service social », mais l'école n'avait pas encore vu le jour. À cette époque, comme dans plusieurs pays déjà, on parlait de « Service social ». Les professionnels issus de l'école se nommaient

2 <https://erasme.ca/>

3 <https://praxis.umontreal.ca/accueil/>

4 <https://www.quebecloisirnumerique.com/fr/products/une-cooperation-quebec-haiti-innovante-en-agroalimentaire>

« assistant.es sociaux ou sociales ». Le Service social de l'époque en Haïti reflétait bien les couleurs du moment : « assistance à des nécessiteux, petite école pour les gens pauvres, orphelinat pour des enfants sans parents⁵, etc.) ». Derrière tout cela, on identifiait des femmes avec de bons moyens économiques et un certain niveau académique. Ces femmes avaient une belle assise dans la société. Elles appartenaient à plusieurs associations de femmes : Ligue féminine d'action sociale, Association des disciples de Claire Heureuse. Elles ont toutes contribué, à leur manière, à la création de l'École de service social en Haïti.

L'École de service social a duré un peu plus d'une quinzaine d'années, de 1958 à 1974. En juin 1974, date qui a vu naître la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti, cette école est passée au grade de formation universitaire (comme la psychologie, la communication et la sociologie) avec un mémoire de sortie pour l'obtention du titre de « licencié en Service social ». C'est ce titre qui, aujourd'hui encore, est inscrit sur les diplômes des personnes licenciées.

Lors de l'inauguration de la Faculté des sciences humaines (FASCH) en 1974, son premier doyen Pierre-Louis Salomon, parlant du pourquoi d'une faculté des sciences humaines, souligne à propos des travailleurs sociaux :

« [...] le travailleur social est au service de l'homme, pour le libérer de tous les obstacles qui entravent les manifestations de ses possibilités, la maladie, l'ignorance, la pauvreté, pour faciliter l'expression de sa créativité, source de son développement personnel. Le développement personnel fait partie de la dynamique qui met l'homme valablement en contact avec autrui pour la réalisation d'un destin commun. »

On peut déjà sentir un semblant de nouveau départ pour le travail social avec la naissance de la FASCH : une formation de niveau universitaire, un mémoire de sortie, on oscille déjà au sujet de l'appellation service social / travail social.

93

Par ailleurs, le travail social, « béquille du capitalisme », commence à se secouer en Haïti à la chute des Duvalier en 1986. L'approche assistancielle du Service social de 1958 est sérieusement mise en question. Certaines pratiques ne sont plus réfléchies à travers de simples mots. Ce sont des concepts sur lesquels il faut s'arrêter pour bien peser leur sens. Se référant à l'Amérique latine qui a arboré un virement à partir de « la reconceptualisation » du travail social, quelques professeurs parlent de ces notions : travail social, travailleurs sociaux, changement social, rejet du capitalisme et de tout ce qui l'accompagne. Ce nouveau discours qui a rejoint les travailleurs sociaux en Haïti, toutefois, ne permettra pas de faire un grand bond. La formation reste bancale : peu de licenciés, peu de professionnels pour la formation universitaire et, dans les milieux de pratique, les professeurs avec une formation en travail social sont rares.

Il faudra attendre les années 1990, 19 ans après la création de la FASCH, pour voir se profiler de nouveaux et réels changements. En effet, c'est à ce moment que le travail social prend un grand essor avec de nouveaux cours, de nouvelles têtes pour faire avancer les discussions, une grande ouverture pour des étudiant.es qui savent qu'il est possible d'aller étudier ailleurs pour faire avancer la formation universitaire, et le travail social spécifiquement. Avec sa grande ouverture sur l'Amérique latine, le professeur Jean Réol Élie, coordonnateur du conseil de coordination d'alors, encourage l'ouverture vers certains pays de la région, dont le Panama et le Mexique. Nous participons alors à des événements académiques en travail social et encourageons la formation issue de programmes courts (les « diplomados⁶ ») qui se donnent en travail social au Mexique

5 C'était l'expression usitée à l'époque.

6 Programmes courts post-licence en Amérique Latine donnant droit à un certificat à la fin mais n'égalant pas la maîtrise.

et au Panama. Le professeur Élie laisse son empreinte sur la Faculté des sciences humaines et le département de travail social en profite grandement. Mais cela ne suffira pas pour faire avancer le travail social comme on le souhaitait. En 2003, la FASCH adopte le système de crédits. Comme pour les autres départements de la FASCH, celui du service social suit de fait le passage de promotions à un système de crédits. Avec ce dernier système, les liens se désagrègent entre les étudiants. Cela ne joue pas trop en faveur du développement du travail social. On suit son cours et on s'en va. Il faut noter que le contexte politique a beaucoup changé aussi. La misère prend de plus en plus de place dans le pays. Le travail social n'est pas parvenu à atteindre les objectifs énoncés par Pierre-Louis Salomon en 1974.

L'histoire de notre peuple, aujourd'hui mieux connue dans le monde, fait connaître à plus d'un la mise en place de tout un système de contrôle destiné à nous coincer davantage et à empêcher tout investissement dans la masse, composée d'anciens esclaves qui ont donné une leçon au monde en rejetant le système esclavagiste – mode d'exploitation de la personne et principale source de richesse du capitalisme. Le développement du Service social n'échappe pas à ce contrôle. Ou du moins, le Service social en épouse la forme au point d'en être ses béquilles. Le discours sur la « reconceptualisation » a du mal à se concrétiser chez nous. On a emprunté certains concepts – travail social, changements sociaux, développement communautaire –, mais le fond reste le même.

De la dictature politique à une mondialisation à outrance, en passant par des événements naturels malheureux, le travail social continue sur la même lancée. Aucune réflexion pour atteindre véritablement la masse des gens pauvres, ni pour reconsidérer notre démarche de façon à prendre en compte nos caractéristiques de peuple dans les actions à entreprendre. Aucune force de résistance pour porter le travail social à se remettre en question et à prendre position. Parallèlement, les pauvres s'appauvrissent et augmentent en nombre. Se retrouvant à pratiquer le travail social dans des organisations internationales venues d'horizons divers et qui se multiplient, les travailleurs sociaux formés à la FASCH sont ballotés entre, d'une part, une formation un peu théorique et critique, et de l'autre, la réalité, la vraie; il y a donc peu de lien avec ce que vit la population. Les travailleurs sociaux ont peu d'ancrage dans la société. Il faut agir. Nous devons repenser le travail social. Il a sa place dans notre société. Mais nous devons bien définir sa place, le rôle des travailleurs sociaux, l'importance de la recherche et de la formation.

Pouvez-vous nous expliquer quels sont les impacts de la présence des ONG en Haïti sur les pratiques professionnelles du travail social?

Le travail social se justifie en partie dans l'accompagnement de la population à une quête de bien-être. La distribution de services sociaux et leur accessibilité doivent répondre à cette quête. Ces derniers représentent l'espace de pratique du travail social. C'est pourquoi ils doivent durer dans le temps et incarner des valeurs républicaines. Ces services sociaux contribuent aux réflexions sur les questions relatives aux droits humains. Les pays qui ont connu l'État-providence ont vu le travail social mieux avancer dans le respect des droits de la personne. Une ONG ne répond pas à un tel souci. Des actions de courte durée qui ne s'inscrivent pas à long terme ne permettent pas à la population d'accéder au bien-être pour tous et toutes. Dans l'état actuel du pays, Haïti doit mettre en priorité les services sociaux visant le bien-être de sa population, majoritairement démunie. Les simples activités d'une ONG ne sauraient faire progresser cette qualité de vie.

Par ailleurs, certaines organisations se déploient à l'échelle internationale. Les spécificités de chaque pays ne sont pas toujours leur souci premier lorsqu'il s'agit de rendre opérationnels les concepts à partir desquels elles orientent leurs décisions d'intervention. C'est pourquoi la colonisation par les ONG peut leur donner un pouvoir plus grand que celui de certaines institutions d'État dans

l'exercice de leurs fonctions. Or, il est clair que certains problèmes ne se résoudront jamais si on doit penser à des actions sporadiques d'ONG, même si elles peuvent paraître massives. Haïti a besoin de temps pour poser les bases de sa responsabilité devant sa population. Le travail social est, en ce sens, une discipline importante et déterminante dans le contexte actuel. Les ONG représentent un frein énorme aux pratiques professionnelles visant à encadrer la population par un suivi constant, continu et planifié à long terme.

Faut-il dire non à la présence des ONG en Haïti? La question est de taille. Le travail social à lui seul ne saurait y répondre. En attendant, on notera que :

- Les ONG ne font pas partie des structures pérennes d'intervention;
- Elles se manifestent trop souvent sous la forme de projets à durée limitée, peu importe ce qui arrivera à la fin dudit projet;
- Leur domaine d'intervention trouve leur pertinence chez leurs bailleurs de fonds, qui peuvent décider de les financer, de renouveler leur financement ou de carrément l'interrompre;
- Les travailleurs sociaux n'ont pas d'influence sur les ONG, qui ne rendent des comptes qu'à leurs bailleurs de fonds ou à leur équipe internationale d'orientation. En fait, il faut reconnaître aussi que les travailleurs sociaux ne sont ni bien organisés, ni bien outillés pour contraindre des organisations internationales à aller plus loin dans un sens donné. Ces ONG décident quoi faire et où appliquer ce qu'elles veulent faire. Elles règnent en maître et seigneur dans le pays;
- Les résultats des interventions des ONG dépendent des attentes de leurs bailleurs de fonds et non du contexte, du moment ou de la satisfaction d'une population essoufflée, éprouvée et parfois plongée dans une impasse.

95

Tout cela constitue des défis énormes qu'il convient de considérer. Soulignons que la présence controversée des ONG est étroitement liée au développement d'un travail social international dans les pays colonisateurs d'où viennent ces ONG. Professionnels de l'intervention et chercheurs en travail social ne peuvent mettre de côté cette réalité dans laquelle évolue le travail social. Ici comme ailleurs, nous sommes concernés.

Quels sont les grands défis auxquels la société haïtienne d'aujourd'hui fait face?

Ces derniers se trouvent dans la construction de la base de la société. En effet, la grande majorité de la richesse du pays se trouve aux mains d'une infime minorité et la grande masse croupit dans une misère horrible. L'expression de cette terrible inégalité nous éclate aujourd'hui en plein visage. Dans le cadre de cette entrevue, nous allons aborder les défis qui sont d'ordre conjoncturel et urgent. Bien évidemment, s'attaquer à ces derniers ne suffit pas. Mais dans le contexte actuel, il est urgent de les résoudre. Il faut retenir que la société haïtienne a besoin de s'asseoir pour poser les vrais problèmes que nous trainons depuis trop longtemps. En ce qui a trait au travail social, nous faisons la promotion d'un dialogue où toutes les voix comptent et pas seulement celles des notables nationaux et internationaux. Au moment même où se déroule cette entrevue :

- Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, se trouve sous l'emprise des gangs armés qui terrorisent la population. Les départements de l'Ouest et de l'Artibonite vivent un chaos annoncé depuis bien longtemps. Le territoire se trouve émietté et contrôlé par plusieurs groupes ayant à leur tête chacun un caïd. Ces caïds se sont regroupés pour terroriser la population. Les droits de circuler, d'habiter un logement, de planifier et d'organiser sa vie se trouvent sous le contrôle des gangs armés qui décident quand on doit sortir de chez soi. Ils se

donnent le pouvoir de vie et de mort sur les personnes prises dans leur sillage qui recourent à eux pour toutes sortes de raisons.

- Juste avant cet état de fait, on a observé une grave crise de confiance dans le pays. Ce problème a fait l'objet de vives discussions lors de l'animation d'ateliers dans le cadre du programme de cirque social. Dans les milieux urbains, par exemple, la faiblesse de la justice a introduit dans les médias traditionnels et sociaux tous les problèmes qui pouvaient facilement relever d'une médiation par des travailleurs sociaux. La justice ne fonctionne pas non plus dans les communautés éloignées des centres urbains. Aujourd'hui, quand ce ne sont pas les membres des gangs armés qui décident du sort de quelqu'un, c'est la justice populaire ou communautaire qui intervient pour freiner certaines dérives.
- Les services sociaux de proximité n'existent pas. Les dirigeants ne mettent en place aucun service destiné à toute la population, à l'exception d'actions d'assistance passagère qui leur permettent de se faire élire ou réélire pour garder et conserver le pouvoir politique.
- Les collectivités territoriales n'ont pas les moyens de faire avancer les choses. La participation citoyenne est reléguée à l'arrière-plan. Les maires et les conseils d'administration de la section communale (CASEC) sont nommés et non élus, contrairement à ce qui est prévu par la constitution en cours.
- Les organisations qui portent les revendications populaires ne sont ni encouragées ni appuyées. Elles sont essouffées dans leur protestation. Les luttes revendicatives portées par les organisations populaires épuisent leurs acteurs et actrices, qui n'arrivent pas à obtenir satisfaction dans le cadre de leurs diverses actions pour appuyer et soulager la population.
- Les savoirs et savoir-faire populaires qui méritent d'être connus, reconnus et pris en compte aujourd'hui ne le sont qu'à travers des actes de banditisme visant à déstabiliser toute prise de conscience et mobilisation de la population.
- L'université ne joue pas son rôle. Elle porte trop l'empreinte d'un pays déchiré par une crise perpétuelle, un manque de confiance, le clientélisme, l'incompétence de beaucoup de dirigeants, la soif de garder le pouvoir ainsi qu'un refus presque systématique de faire des propositions pour faire avancer le pays.

De manière directe et personnelle :

- De jeunes enfants sont victimes et acteurs de violence;
- Des parents sont carrément incompetents dans leur rôle parental;
- De jeunes hommes et femmes vivant dans des quartiers difficiles sont impliqués dans la violence perpétrée par des groupes armés qui mettent en péril la vie dans la République;
- Des milliers de personnes et de familles sont contraintes de se séparer et d'abandonner leur domicile. Elles sont pourchassées par les terroristes qui en font des personnes déplacées à la recherche du respect de leurs droits minimaux, comme ceux de circuler librement, de manger à leur faim, de vivre dans un logement décent, de se protéger et de protéger les siens des intempéries, de vivre en paix sans entendre des bruits de balles à gros calibre, de se distraire, de vivre en famille, de remplir leurs rôles parentaux, etc.;
- Des bébés naissent dans ce climat de terreur et la plupart d'entre eux ont pour parents des personnes impliquées dans la violence armée;
- Les cellules sociales de type *lakou* sont éclatées; des personnes âgées vivent abandonnées et isolées pour diverses raisons. Le travail social n'encourage ni ne produit aucune réflexion sur la gérontologie;

- La population est terrorisée, elle vit dans le désarroi et dans une grande peur : peur d'être attaquée ou kidnappée par des groupes armés, peur de sortir ou de mener des activités quotidiennes banales;
- Des milliers de personnes fuient le pays et bon nombre viendront grossir les rangs des gens aux prises avec des problèmes de santé mentale dans d'autres pays;
- À force d'avoir peur, de fuir, de vivre dans l'angoisse, d'entendre des bruits de balles, beaucoup perdent leurs repères, et leur santé mentale s'en trouve sérieusement affectée.

La réalité s'effrite entre les doigts de travailleurs sociaux qui, exposés eux aussi à cette terrible violence, recherchent une certaine compréhension de la réalité sociale haïtienne dans des explications contextualisées ailleurs. Ils n'ont pas l'ancrage nécessaire pour mieux appréhender la réalité haïtienne. La mise en place des balises pour avancer fait défaut.

Toute cette réalité fait partie de notre histoire comme peuple. À chaque instant, elle prend des formes variées qui, dans leur évolution, complexifient davantage la vie dans la cité. Aujourd'hui, le pays se trouve à un carrefour où il faut prendre la décision de rompre avec ce lourd tribut. Nous devons regarder la réalité en face. Cette dure réalité nous empoisonne l'existence. Le travail social peut apporter sa contribution tant dans les explications de ce que nous vivons que dans les actions à entreprendre. Nous ne pouvons ni ne devons nous cantonner dans un discours purement critique sans un ancrage dans notre propre réalité. Ni nous cantonner dans un soi-disant discours critique sans mettre la main à la pâte et sans nous impliquer dans des actions spécifiques pour repenser l'intervention, définir le rôle des travailleurs sociaux et faire le va-et-vient avec les concepts pour avancer sur le plan théorique.

Le travail social a besoin d'un souffle nouveau. Nous ne pouvons nous permettre, encore une fois, de rater ce momentum. Mais comment le travail social doit-il apporter sa contribution dans ce renouveau? Quelle doit être la position des travailleurs sociaux? C'est dans un tel contexte que nous proposons de mettre de l'avant un travail social aux couleurs locales.

97

Par quoi devons-nous commencer pour aller vers un travail social aux couleurs locales?

Les actions à entreprendre, à la fois simples et complexes, sont diverses et variées. Plus que jamais, aujourd'hui en Haïti, le travail social doit considérer les principes des droits humains et de la justice sociale comme les fondements du travail social. Celui-ci doit faire de la collectivité une priorité tout en considérant le respect de la dignité et de la singularité des personnes. Le travail social doit aller de pair avec les valeurs républicaines : le respect de la constitution, les droits de la personne, la dignité humaine, le respect de l'autre, l'intégrité, le collectivisme.

Le travail social doit aussi et surtout puiser dans nos us et nos coutumes, nos pratiques d'antan et tout ce qui cadre avec les valeurs républicaines et les principes cités plus haut. C'est un travail social qui invite à aller fouiller dans les pratiques de résistance de la population haïtienne pour mieux comprendre : son mode d'occupation de l'espace, ses organisations, les pratiques mises en place pour s'organiser et répondre à ses besoins. C'est un travail social qui cherche à comprendre toute la philosophie et les connaissances qui se dégagent dans les pratiques de résistance de la population.

C'est aussi un travail social aux couleurs locales qui s'ouvre à des communautés de partage ici et ailleurs pour à la fois s'informer sur ce qui se passe et y apporter son propre savoir et savoir-faire.

Un travail social aux couleurs locales regarde et considère les problèmes sociaux comme importants dans la société d'expression de ces problèmes. Leur compréhension passe d'abord par une lecture de l'histoire de cette société, sa position géographique, les rapports développés avec d'autres pays,

les groupes sociaux en présence, la dynamique créée dans la société entre les diverses couches qui la composent.

Dans le cas d'Haïti spécifiquement, le travail social aujourd'hui doit se construire dans le sens de l'inclusion sociale : *nou tout dwe andan epi viv tankou moun*⁷.

C'est un travail social qui exige de remettre en question certains concepts et d'en considérer d'autres. En effet, comment appréhender des concepts comme adaptation, intégration / réintégration, insertion / réinsertion dans le contexte actuel? Cela doit se faire dans une société où :

- la grande majorité de la population est de fait exclue;
- des criminels connus internationalement arment des jeunes des quartiers défavorisés pour terroriser toute une population, alors que le pays vit sous un embargo d'armes à feu;
- des bandits de grand chemin, de toute évidence, profitent d'une grande connexion avec la classe économique et de grands responsables au palier de l'État, qui trouvent un appui international incontestable.

Le travail social ne doit-il pas procéder à une remise en question de ces concepts? Comment travailler et intervenir dans un environnement où les droits fondamentaux de la personne (comme celui de circuler librement dans les rues) ne sont pas respectés? Comment accompagner efficacement une population prise en otage par des politiciens appuyés par une communauté internationale qui met tout un pays sous un protectorat alors que ce pays sombre de jour en jour dans une grande violence et une grande misère?

Plus que jamais, la discipline du travail social doit considérer à parts égales les concepts et les théories tout en donnant à l'intervention une place déterminante. C'est cette dernière qui va rendre opérationnels les concepts et les théories pour faciliter leur réévaluation continue.

Nous ne pouvons continuer à nous circonscrire dans la fragmentation d'un travail social qui voit séparément l'individu, le groupe et la communauté, qui ne sont que différentes dimensions de l'intervention.

Le travail social doit faire la promotion de la recherche-action, de la co-construction (qui intègre à la fois la participation citoyenne et la responsabilité de l'État), du coopératisme, du collectif et du communautaire, qui sont des éléments marquants de la société haïtienne.

Les personnes qui œuvrent en travail social sont des professionnel.les engagé.es dans la lutte sociale et les mouvements sociaux, qui mettent la main à la pâte, s'impliquent et évitent de parler fort ou de faire du bruit sans raison. Ce sont à la fois des professionnel.les de l'intervention et de la recherche qui doivent réinventer la conscientisation pour éviter de se perdre en tergiversations et plutôt se proposer en modèles.

Aujourd'hui, sans négliger l'importance de la santé, l'éducation populaire devient une impasse obligée. On ne peut penser les services sociaux sans établir un lien étroit avec l'éducation. En effet, compte tenu de l'ampleur de la tâche à accomplir, les travailleurs sociaux doivent endosser une grande responsabilité dans l'éducation populaire afin de rejoindre et d'accompagner la population dans ses divers besoins de santé, de protection, de défense de l'environnement et du territoire; bref, un travail social qui réinvente la conscientisation pour éliminer ce regard d'attentisme ou de mendicité envers des ONG qui ont réussi à s'imposer en maître et seigneur par la mise en place de

7 Nous devons vivre comme des êtres humains. Tout le monde doit être dedans.

petits projets annuels dont les résultats s'intéressent parfois plus aux statistiques qu'à toute autre chose. La réappropriation de notre dignité de peuple et de notre territoire doit se penser avec des travailleurs sociaux qui s'engagent dans des communautés et appliquent une grande responsabilité éducative touchant des aspects spécifiques comme la citoyenneté, l'hygiène, l'écodéveloppement, etc. C'est un travail social qui fait la promotion d'un dialogue où toutes les voix comptent et pas seulement les « notables », comme on aime si bien le dire en Haïti.

En ce sens, les organisations porteuses des revendications populaires et présentes un peu partout à travers la République peuvent jouer un rôle important. Le retour au communautaire à travers ces organisations déjà proches de la population devient une voie possible à construire. Pour remplacer cet État fort qui a trop mis l'accent sur la communauté internationale, le travail social devra appuyer et renforcer toute nouvelle initiative qui vise la prise en main par la population pour entrer dans un processus de construction d'un État fort capable de respecter les valeurs républicaines. La co-construction se fera ainsi plus réelle. Les collectivités territoriales, telles qu'elles ont été considérées dans la constitution de 1987, deviendront un atout favorable pour opérationnaliser la co-construction.

À l'heure actuelle, il est impératif de chercher à comprendre les efforts qu'ont toujours déployés les populations pour s'organiser et répondre à leurs besoins face à leur terrible manque sur tous les plans. Cela fait partie de leur mode de résistance. Le modèle de la co-construction peut bien s'implanter dans une telle réalité. Les collectivités territoriales et certaines associations paysannes étant proches, les gens connaissent les organisations existantes (et en sont pour la plupart membres) et la co-construction des services sociaux pourrait se faire sans trop grande difficulté, à la condition qu'il y ait une véritable volonté politique.

Dans la société haïtienne, le travail social doit se positionner du côté des plus faibles, qui sont majoritaires dans le pays. En ce sens, il pourra mieux poser et articuler les relations de pouvoir. Tant qu'il se portera à la défense des droits de la personne, des valeurs républicaines et de la décolonisation, le travail social sera révolutionnaire. D'où la grande importance de la pratique professionnelle et de la recherche qui doivent permettre un retour constant sur les acquis, les dérives et les ajustements nécessaires pour mettre la personne haïtienne au centre des actions qui s'imposent.

Vive un travail social aux couleurs locales!!!!